

AKTUELL

RÉFORME SCOLAIRE

Débrayage

David Wagner

Dans leur bras de fer avec le ministère de l'éducation nationale, le rapport de force semble être favorable aux enseignants et à leurs syndicats. Afin d'éviter une bérézina annoncée, le gouvernement devra les prendre bien plus au sérieux.

« Depuis 2009, j'ai consacré 144 réunions à la discussion des propositions de réforme, que ce soit avec les délégations des lycées, les représentants de syndicats, les membres des commissions nationales de programme, les collègues des directeurs et les membres des différents comités de pilotage, sans parler des nombreuses réunions avec les élèves, les parents d'élèves ou encore la présentation du projet à la REEL ». A l'instar de cette réponse aux délégations des 29 établissements du secondaire classique et technique, la ministre de l'éducation nationale, Mady Delvaux-Stehes, tente depuis des mois de se justifier de la sorte, mettant en avant sa volonté et sa capacité de dialogue. Toutefois, tout porte à croire que ce dialogue est à sens unique. Et a mené à un échec cuisant. Comment interpréter différemment la mobilisation massive des enseignant-e-s qui a eu lieu ce jeudi et à laquelle ont appelé non seulement l'ensemble des syndicats, mais aussi 22 commissions nationales des programmes ainsi que 28 délégations des différents établissements. Pour couronner le tout, le Landesverband et l'association des chargé-e-s de cours ont appelé les 2.000 chargé-e-s à participer à la manifestation. On a vu dialogue plus fructueux.

Recul ministériel, offensive syndicale

Même les Verts, qui ont joué jusqu'à présent le rôle de force d'appoint potentielle, partageant les objectifs de la réforme tout en en critiquant un certain nombre d'aspects, viennent cette semaine d'apporter leur soutien à une série de revendications syndicales, notamment celle de la mise à plat de la réforme. Une mise à plat que la ministre a d'ailleurs annoncé : elle s'est donné une année supplémentaire pour consulter syndicats, élèves et enseignant-e-s avant de déposer définitivement un avant-projet de loi au mois d'avril 2013. Un débrayage salué par les syndicats qui se

félicitent que leur pression ait porté ses fruits. Mais, comme ils le rappellent dans un communiqué de presse conjoint : « Les enseignants n'ont aucune raison de désarmer ; ils savent que l'école publique et le cadre de leur profession sont sérieusement menacés. »

De toute évidence, si la ministre veut finaliser sa « réforme du siècle », il ne lui reste plus beaucoup de temps : son mandat expire au plus tard en juin 2014 et son maintien au gouvernement n'est rien moins que garanti. Ni d'ailleurs celui de son parti, dont le bilan comportera en plus la manipulation de l'index, la réforme de la fonction publique et celle du système de retraite - n'est garanti. A propos de parti : lâchée par le partenaire de coalition, il n'y a guère plus que le LSAP qui semble la soutenir. Et encore : dans un communiqué, la fraction parlementaire socialiste déclare ne pas vouloir interférer dans le dialogue entre la ministre et les syndicats et elle déclare soutenir « les idées principales de la réforme ».

A l'instar des syndicats, les Verts reprochent à la ministre de ne pas avoir « daigné nécessaire de changer ni son approche envers les acteurs, ni son calendrier, ni le contenu de la réforme ni même sa stratégie de communication catastrophique ». Et en effet, les stratèges du ministère ont peut-être surestimé le sentiment de défiance de la population envers le corps enseignant, pensant pouvoir passer en force une réforme, forcément populaire car ostensiblement dirigée à l'encontre d'une partie de la fonction publique. Le ministère a aussi certainement mal interprété le concept de dialogue : au lieu d'inclure les enseignant-e-s dans le processus de réforme en prenant en compte leurs propositions, il s'est contenté d'écouter... et de continuer sur sa propre voie. Mais tout n'est peut-être pas encore perdu : après les vacances de Pâques, la ministre envisage de proposer aux délégations des enseignants un échéancier « permettant de structurer la discussion ». Peut-être aurait-elle dû commencer par s'y prendre ainsi.

SHORT NEWS

Abwarten und beten

Die Missbrauchsoffer der katholischen Kirche haben es wirklich nicht leicht. Nicht nur, dass der Generalstaatsanwalt den Mitgliedern des Justizausschusses Ende Januar mitteile, die gemeldeten Missbrauchsfälle seien allesamt verjährt - es wurde auch nichts an dem Verfahren verändert. Ein weiteres Mal prangert die „Allianz von Humanisten, Atheisten an Agnostiker Lëtzebuerg“ (AHA) nun den unverantwortlichen Umgang mit dem katholischen Kindermissbrauchsskandal an: „Während in anderen Ländern auf höchster Ebene Untersuchungskommissionen eingesetzt werden, überlässt man in Luxemburg die Aufklärung des Skandals und seine Opfer derselben Organisation, welche die Peiniger jahrzehntlang gedeckt und deren Verbrechen vertuscht hat.“ Diese Form der Justiz könne nicht im Interesse der Opfer sein, sondern diene einzig dem guten Ruf der katholischen Kirche. Dieser Ruf geriet jetzt erneut in Misskredit. So soll laut einem Presseartikel ein Pfarrer, der des Kindsmisbrauchs beschuldigt wurde, vom scheidenden Erzbischof Franck suspendiert worden sein - jedoch von seinem Nachfolger, Erzbischof Hollerich, wieder integriert worden sein. Auch wenn diese Rehabilitation nur partiell war, wie der Kirchensprecher Théo Péporté in einer Stellungnahme mit Berufung auf die Unschuldsvermutung des belasteten Pfarrers mitteilt, beurteilt die AHA dieses Vorgehen als „blanke Verhöhnung des Opfers“. Erzbischof Franck habe eine Suspendierung doch sicherlich nicht ohne Grund vorgenommen. Die katholische Kirche könne nicht zur Aufklärung des Skandals beitragen, schlussfolgert die AHA, die erneut eine transparente und neutral durchgeführte Untersuchung im Missbrauchsskandal verlangt.

Schlanker Presserat

Dem Anfang April zusammentretenden neuen Presserat sollen nur mehr 15 VerlegerInnen und eine ebenso große Zahl an JournalistInnen angehören. Darauf hat sich das Büro des Presserates festgelegt, nachdem das Gremium zuletzt 40 Mitglieder umfasst hatte. Vorausgegangen war eine mehr als zwei Jahre währende Diskussion über die Aufnahme von Radio Ara und des Verlagshauses „Maison Moderne“ (u.a. Herausgeber des paperjam). Luxemburgs mittlerweile 510 anerkannte JournalistInnen arbeiten für insgesamt 39 verschiedene Verlagshäuser bzw. HerausgeberInnen. Um ein Organ von nahezu 80 Mitgliedern zu vermeiden, wurden erstmals Auswahlkriterien angesetzt. Vertreten sind nur noch Zeitungen die mindestens wöchentlich erscheinen bzw. Sender die täglich durchgehend 24 Stunden senden und über fünf anerkannte JournalistInnen verfügen. Ausgeschlossen sind zudem die Gratis-Blätter. Damit wird der Presserat zwar überschaubarer, er lässt aber auch wichtige - unliebsame? - Akteure des Luxemburger Pressewesens außen vor. Dass Verschlingung nicht zu einer Verjüngung beiträgt, macht die Besetzung des Präsidentenpostens deutlich: Er steht turnusmäßig den VerlegerInnen zu und soll für zwei Jahre vom kurz vor dem Ruhestand stehenden Direktor des nationalen Kulturradios eingenommen werden.

Schuldenminister

Im Rahmen einer Parlamentsdebatte soll am Dienstag der Bericht des „comité de prévision“, der sich aus Vertretern diverser staatlicher Dienststellen zusammensetzt, diskutiert werden. Die Expertengruppe kommt zum Schluss, dass „à politique inchangée“ Luxemburg ab 2013, mit einem Budgetdefizit von mehr als 3%, die Maastricht-Kriterien nicht mehr erfüllen wird. Dieser Wert soll für 2014 und 2015 ähnlich sein, obwohl durchaus mit einer konjunkturellen Belebung, und 2015 sogar wieder mit einer Wachstumsrate von über 4% des BIP gerechnet wird. Allerdings werden im gleichen Jahr die TVA-Einnahmen durch den E-Commerce einbrechen, weil diese dann zu 70% an das Land des Kunden abgeführt werden müssen. Finanzminister Frieden sieht sich als ersten Finanzminister seit langem, der mit dem Problem einer nachhaltigen Sanierung der Staatsfinanzen konfrontiert ist, da die Ausgaben, auch in guten Jahren, schneller steigen als die Einnahmen. Als Frieden am Mittwoch vor der Presse eine neue „Kultur der Ausgabenpolitik“ beschwor, machte er deutlich, wo für ihn die Lösung des Problems zu suchen ist.